

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an **DEUX MIL VINGT CINQ**, le **mercredi 24 septembre à vingt heures**, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Madame **BRICAUD Nathalia**, Maire.

Étaient présents : Mme **BRICAUD** Nathalia, Mme **CHEMIN** Delphine, M. **KARM** Jean-Marie, Mme **AMARAL** Sandra, Mme **KONIECZKA-CHANDI** Katia, Mme **LAMARQUE** Nadine, M. **TREFFON** Laurent.

Étaient absents excusés :

Mme **BICENKO** Katherine a donné pouvoir à **LAMARQUE** Nadine,
M. **ROBIN** Gilles a donné pouvoir à Mme **CHEMIN** Delphine,
M. **ROPERS** Patrick a donné pouvoir à Mme **BRICAUD** Nathalia.

Étaient absents non excusés : Mme **CORREIA** Sandrine et M. **POLICE** Yves.

Secrétaire de Séance : Mme **AMARAL** Sandra.

Date de convocation	17/09/2025
Date d'affichage	17/09/2025
Nombre de membres dont le Conseil municipal doit être composé	15
Nombre de Conseillers en exercice	12
Nombre de Conseillers qui assistent à la séance	7

Délibération 2025-23 : Organisation du temps de travail – Abrogation des délibérations n°2017-45 du 21/11/2017 et n°2023-30 du 23/09/2023

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la Fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction publique d'État,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée et relatif à l'aménagement et à la réduction du travail dans la Fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité social territorial (CST) dans sa séance du 28 août 2025,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2017-45 du 21 novembre 2017 portant annualisation du temps de travail des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) travaillant selon les rythmes scolaires,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2023-30 du 20 septembre 2023 portant autorisation spéciale d'absence du personnel,

Considérant le rapport relatif à l'organisation du temps de travail de la commune de Ponthévrard ci-annexé,

Considérant que le rapport relatif à l'organisation du temps de travail ci-annexé a été soumis, lors de sa séance du 28 août 2025, au Comité social territorial (CST) du Centre intercommunal de gestion (CIG) de la Grande couronne, auquel la commune de Ponthévrard est rattachée, qui a rendu un avis favorable à la majorité des suffrages exprimés,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité (10 voix POUR),

- **ABROGE** les délibérations n°2017-45 du 21 novembre 2017 portant annualisation du temps de travail des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) travaillant selon les rythmes scolaires, et n°2023-30 du 20 septembre 2023 portant autorisation spéciale d'absence du personnel.
- **ADOpte** l'organisation du temps de travail telle que présentée dans le rapport annexé à compter du 1^{er} octobre 2025.

Fait et délibéré en séance,
Les jours, mois et an susdits,
Pour extrait conforme au registre

Le secrétaire de séance
Sandra AMARAL



Le Maire
Nathalia BRICAUD



Certifié exécutoire le présent acte
Publié le :
29 septembre 2025

Transmis à M. le Sous-Préfet le :
26 septembre 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire de la commune de Ponthévrard dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Versailles par voie postale ou par voie électronique (Télérecours citoyen, www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente délibération ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse de la commune de Ponthévrard, si un recours gracieux a été préalablement déposé.